L'Echo de Manitoba

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

"TOUT DROIT."

VOL. II. WINNIPEG, MANITOBA, MARS 30, 1899. No 9

L'ECHO DE MANITOBA

Publié tous le jeudis par la Cie d'imprimerie "L'Echo de Manitoba."

Adresse—

L'ECHO DE MANITOBA,

BUREAUX—435 RUE MAIN,

Boite 1309. WINNIPEG, MAN

AOttawa

La discussion de l'adresse en réponse au discours du trône a été, cette année, particulièrement longue et a donné lieu à une joute oratoire, à laquelle ont pris part les meilleurs orateurs des Communes.

M. BELL.

C'est M. Bell, le nouveau député de East Prince, qui a présenté cette adresse.

Il s'est révélé comme un homme sérieux parfaitement au courant des chiffres et des faits, et son argumentation, solidement assise sur des preuves indiscutables, est de nature à porter la conviction chez tout homme de bonne foi.

A noter cette remarque, que le commerce du Canada a augmenté dans les trois dernières années, sous le régime libéral, de $65,000,000, alors que durant les 18 années du régime conservateur il n'avait augmenté que de $67,000,000.

C'est-à-dire qu'en trois ans de temps, les libéraux ont fait autant pour le Canada que les conservateurs en 18 ans.

Il est difficile de dénaturer la portée de pareille contestation.

M. MARTINEAU.

M. Martineau a secondé l'adresse et a fait, en français, un fort joli discours qui, de l'avis de tous, le classe comme un des orateurs les plus diserts de la députation française à Ottawa.

SIR CHARLES TUPPER.

Le chef de l'opposition a prononcé qu'il n'avait rien perdu de son énergie et de sa belle activité d'antan. C'est toujours le "Old Cumberland War Horse," mais un coursier qui piaffe, hennit, rue et se cabre, fait des courbettes et des passages plus qu'il ne fait d'utile besogne.

C'est un merveilleux cheval de cirque, qui connaît à fond tous les trucs du métier, mais le Canada a surtout besoin d'un bon cheval de labour, solide, robuste, toujours ardent dans le collier, c'est la seule monture qui lui convienne.

Pour Sir Charles Tupper, la prospérité du Dominion est due toute entière à la politique d'antan du parti conservateur.

Il accuse le parti libéral d'avoir volé aux conservateurs leur programme, ce qui ne l'empêche pas ensuite de fulminer contre le gouvernement, au sujet de la conférence de Washington.

Pendant cinq heures il a gardé la parole, et il faut reconnaître que telle est sa science de vieux parlementaire que son auditoire même lorsqu'il ne partage point ses idées, écoute toujours avec plaisir ses tirades redondantes d'épithètes et que colore son débit d'une chaleur fictive.

SIR WILFRID LAURIER.

L'Hon. Premier Ministre a répondu, le lendemain, au chef de l'opposition et, avec une aisance sans pareille, a successivement crevé les bulles de savon écloses la veille sous le souffle de Sir Ch. Tupper.

Il a montré sans peine combien la sonore phraséologie du chef de l'opposition était creuse et vide d'idées.

"J'admire grandement les nombreuses qualités de mon honorable ami," a dit Sir Wilfrid Laurier, "mais parmi tant de belles qualiiés il en est deux que je ne puis lui reconnaître, c'est la logique et le jugement."

Il l'a montré ensuite soufflant le chaud et le froid, accusant le gouvernement de n'avoir point répudié la politique nationale, et lui faisant ensuite un reproche de s'en être servi. "Sir Charles est comme les Bourbons, il n'a rien appris et rien oublié," il vit encore dans les neiges d'antan, c'est en un mot l'homme du passé.

Son passé le possède, c'est la tunique de Nessus et il voudrait ramener le Dominion de 20 ans en arrière.

Pour Sir Charles Tupper, le Canada est son œuvre, c'est lui qui l'a fait; mais il y a pourtant des gens qui croient que Sir John Macdonald, George Brown et George Cartier sont pour quelque chose dans cette œuvre.

Sir W. Laurier passe ensuite en revue tout ce qu'a fait le parti libéral dans ce court délai de trois ans.

Il a réglé la question des écoles en la reléguant à la province à qui seule elle appartient.

La dénonciation des traités de commerce, le tarif préférentiel, la réduction postale, les entrepôts frigoriques, la réduction du prix de transport sur le C. P. R., réduction qui a économisé au peuple près de $600,000, sont passés en revue.

L'égoïsme prodigieux de Sir Charles Tupper peut seul l'empêcher de reconnaître l'excellence de toutes ces mesures.

Sir Laurier parle ensuite de la conférence de Washington, de la réforme du sénat, de la nécessité de reviser les comtés déformés par l'odieux gerrymander conservateur.

Il termine en une chaleureuse péroraison.

"Le Canada," dit-il, "a clos une ère de son histoire et en commence une nouvelle, et la politique du gouvernement sera de poursuivre avec soin, prudence et détermination tout ce qui pourra déterminer la prospérité du Dominion en agissant au moment propice."

M. FOSTER.

M. Foster reprend pour son compte les allégations de Sir Ch. Tupper, et toute son argumentation consiste à nier tout ce qui a été fait ou à l'attribuer ou gouvernement conservateur.

SIR RICHARD CARTWRIGHT.

Personne ne manie mieux l'ironie que Sir R. Cartwright, c'est un terrible adversaire et il ne s'est pas privé de fouailler les deux orateurs conservateurs de ses sarcasmes. Il avait la partie belle d'ailleurs; il leur a conseillé de se reconcilier dans leur malheur commun.

La défaite de West Huron vaut celle de New Brunswick, et pour mieux accentuer, l'orateur lit une dépêche concernant l'élection par acclamation de M. Demers comme député de Lévis.

Il donne des preuves indiscutables du peu de logique de Sir Charles Tupper qui, aujourd'hui, voudrait mener le Canada en guerre commerciale contre les Etats-Unis, alors qu'en 1887 luimême prônait la nécessité de l'accord entre les deux pays.

L'orateur s'étend ensuite longuement sur la conférence de Washington, sur la nécessité de réformer le sénat.

LA SUITE DU DÉBAT.

Tout avait été dit et excellemment dit par Sir Wilfrid Laurier et Sir Richard Cartwright et du côté de l'opposition, les comparses qui suivirent ne trouvèrent plus rien à glaner dans les décombes de l'édifice si peu solide élevé par Sir Charles Tupper.

Le reste du débat n'a eu que peu d'intérêt.

MM. Clarke Wallace, Geo. Casey, Taylor, Lemieux, Monk, et le lendemain MM. Stinson, Casgrain, Talbot, Craig, Broder et Osler.

Vendredi, M. Davin a remis sur le tapis, sans succès, la question du Yokon.

CAUCUS LIBÉRAL.

Vendredi, les membres libéraux de l'Ouest ont tenu un caucus à la résidence de M. Sifton, retenu chez lui, et ont nommé M. Bostock, whip pour l'Ouest. M. Richardson, dit-on, n'assistait pas au caucus.

Parlement Provincial.

La discussion à l'adresse du trône a continué, et les différents orateurs ne se sont point fait faute, d'ailleurs, de vagabonder dans des questions fort étrangères au contenu de l'adresse elle-même.

Mercredi dernier, l'honorable premier ministre,

M. GREENWAY,

a répondu à M. Roblin. Après avoir raillé les conservateurs qui, depuis deux ans, se préparent activement à des élections prochaines, il les prévient charitablement que les élections provinciales n'auront pas lieu avant la fête du Dominion, en 1900.

Il défend lord Aberdeen des attaques haineuses dont il est l'objet de la part de conservateurs, puis aborde la question de

L'IMMIGRATION.

Il rappelle que l'immigration galicienne, dont se plaint si amèrement M. Roblin, a été inaugurée par un ami de ce même M. Roblin, M. Thomas M. Daly.

Les Islandais, eux aussi, sont édifiés sur l'attitude de la presse conservatrice à leur égard, et pour en finir avec cette question, l'orateur cite les paroles de bienvenue que lord Dufferin adressait jadis aux Mennonites, et exprime le vœu que chacun suive pareille conduite à l'égard des étrangers qui viennent vivre sous le drapeau britannique.

LE SÉNAT

et son attitude au sujet des $300,000 sont alors l'objet de ses appréciations.

Les $250,000 que la province est obligée de dépenser pour les écoles, afin de ne point charger outre mesure la population, de taxes, sont hors de proportion avec le budget provincial.

Les écoles, au nombre de 500 en 1890, montent aujourd'hui au chiffre de 1,200.

Le fonds des terres d'école représente $15,000,000, et les $300,000 demandées sont simplement l'intérêt à 2 °/o.

D'ailleurs, le gouvernement conservateur avait été autorisé à retirer $30,000 du fonds d'école, alors que ce fonds n'avait aucun argent, et il semble extraordinaire qu'on refuse aujourd'hui un emprunt similaire alors qu'il y a en caisse au-dessus d'un demi-million.

En bonne justice, ces terres devraient être gérées par la province puisqu'elles lui appartiennent.

LE SÉNAT

est une institution d'un autre siècle. Nous vivons dans un siècle pratique et utilitaire, il nous faut nous débarrasser de tout ce qui coûte et n'est pas utile.

Depuis 1867, le sénat a coûté dans les environs de $4,500,000. A-t-il fait de l'ouvrage pour ce prix-là?

LE TARIF.

C'est à tort que l'on accuse le gouvernement fédéral de n'avoir rien fait à cet égard; il suffirait de citer, à l'égard de la classe agricole, le fil de fer de clôture et la corde à "binder" qui entrent en franchise.

Mais il faut désirer et espérer que le gouvernement ne s'arrêtera pas en aussi bon chemin avant d'avoir ôté tous les droits sur les instruments d'agriculture.

LES SWAMP LANDS.

Ces terres qui sont destinées à améliorer les ressources budgétaires de la province, sont l'objet des soins constants du gouvernement; il y en a pour 7,000,000 d'acres; sur ce nombre, 800,000 seulement sont arpentées et mises en vente aujourd'hui, et notez que, à $2 de l'acre le revenu de ces terres devrait donner presqu'autant que le subside annuel du Dominion.

POUR FINIR

le Premier raille le parti conservateur, dont tout le programme financier consiste à vouloir réduire le nombre des députés, de 40 à 30, et celui des ministres à trois. C'est-à-dire une économie d'environ $12,000 à $13,000!

Voilà une réforme de nature à combler le trésor provincial!

Ces prétentions sont d'autant plus amusantes que le même parti conservateur, lorsqu'il était au pouvoir, avait seulement six ministres!

"J'attends le verdict du "peuple avec confiance," dit l'orateur, "car le peuple a pu "apprécier notre politique qui "a doté le pays de 800 milles "de voie forrée; il se souvien- "dra que depuis notre arrivée "au pouvoir, nous avons fait "baisser le prix de transport, "de Winnipeg à Fort William, de 24 c. @ 12 c., et "nous continuerons nos efforts "pour arriver à l'abaisser en- "core jusqu'à 10 c."

ABONNEMENTS.

Canada et Etats-Unis $1.00
Europe (compris le port) 2.50

TARIF DES ANNONCES.

1 ère insertion, par ligne 10c
Chaque insertion subsequent . . . . 5c.

N.B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25c chaque.

Le chef de l'opposition dit que cela ne se peut, mais avec l'aide du peuple de la province nous avons l'assurance d'y arriver.

M. FISHER

a traité principalement la question des $300,000; il a rappelé les arguments mis en avant par le sénat et ses partisans, et montré combien ils sont faux. Son discours, à cet égard, mérite une étude particulère, et nous y reviendrons.

M. FRASER.

Mercredi, le député de North Brandon a pris la parole; il s'étend sur la politique de chemin de fer du gouvernement, montrant, par l'exemple de la région du Dauphin, combien bienfaisante a été cette politique, et cela est si vrai que le chef de l'opposition lui même a été obligé d'endosser cette politique, en contradiction avec les déclarations faites par les conservateurs à Oak Lake.

Touchant accord!

Il relève ensuite plusieurs erreurs commises par M. Roblin au sujet du tarif, et termine en faisant l'éloge des Doukhobors et autres nationalités.

M. MACFADDEN

aimerait mieux voir la région de Dauphin, inculte jusqu'au jugement dernier, que de la voir habitée par les Galiciens et les Doukhobors!

Quelle grandeur d'âme et quelle largeur de vue!

M. M. McIntosh défend l'administration Greenway et l'immigration, tandis que M. Sutherland attaque et vilipende cette même administration et cette immigration.

M. JOHNSON.

Jeudi, M. Johnson a prononcé un remarquable discours; il fait l'éloge des Islandais établis au Nord de Winnipeg, réclamé pour eux une ligne qui remplace celle commencée par le gouvernement conservateur et abandonnée, et dont "les débris restent aujourd'hui pour témoigner de la manière dont les conservateurs entendent la politique des chemins de fer."

Il rappelle comment les Islandais ont été initiés à la politique conservatrice, par des gentlemen qui venaient à eux les poches pleines de cigares et de bouteilles; d'ailleurs, ils ont appris à connaître ces conservateurs, et aux élections, trois voix seulement ont été données à ces conservateurs.

M. Johnson est d'avis que le sénat a besoin de réforme.

M. FOWLER

estime que le Manitoba, pour être un petit paradis, n'a que deux petits obstacles, d'abord un peu de froid, et ensuite la pauvreté du trésor provincial.

Suite, page 6.

L'ECHO DE MANITOBA.

JEUDI, MARS 3,0 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à

M. H. d'HELLENCOURT, REDACTEUR.

RECLAMATION.

Les plaintes se font de jour en jour plus nombreuses contre le service des postes à Winnipeg.

Tantôt c'est une lettre qui met 15 jours à traverser le Manitoba; tantôt une lettre mise au département des lettres mortes, sans avoir été présentée à l'adresse fort correctement écrite; tantôt, enfin, ce sont des journaux qui arrivent à destination huit jours après leur envoi, à une distance de huit milles de Winnipeg.

Nous ignorons à qui ou à quoi nous devons attribuer ces lacunes inadmissibles, mais il importe que ceux sur qui retombe la responsabilité prennent au plus tôt des mesures pour faire cesser un état de choses intolérable.

Si le nombre des employés est insuffisant, qu'on l'augmente, mais que cela cesse.

Il conviendrait aussi de se montrer plus sévère envers les maîtres de poste, dans nombre de paroisses, qui négligent par trop manifestement leur service.

Il ne faut pas que l'emploi de maître de poste serve uniquement à faciliter les affaires de Monsieur un tel; les fonctions de maître de poste comportent aussi des devoirs, et le public qui, en fin de compte, les paye, a droit d'exiger un peu plus d'exactitude et de soin.

C'EST REVOLTANT.

Le député de Saint-Boniface abuse vraiment, par trop, de l'indulgence inconcevable dont l'électorat a fait preuve à son égard; on dirait qu'il a pris à tâche de faire rougir ses électeurs, de leur choix, tant il met d'empressement à étaler une ignorance qui n'a d'égale que sa présomption.

Les caricaturisques européens, dont la verve sarcastique a prétendu synthétiser le type yankee sous la figure du marchand de cochon enrichi, n'ont jamais, dans leurs plus folles créations, osé concevoir rien de plus grotesque que les déclarations cyniques dont s'est rendu coupable M. Lauzon, vendredi dernier, sur le parquet de la Chambre.

Jugez-en, plutôt.

En fait d'immigrants, le député de Saint-Boniface a déclaré qu'il ne *faisait point de différence entre un homme blanc et un nègre, du moment qu'ils ont de l'argent.*

Les qualités du cœur et de l'esprit, l'intelligence, le savoir, l'amour du travail, la moralité, tout cela importe peu à M. Lauzon; pour lui, une seule chose est à considérer: l'argent.

Les Mennonites, toujours d'après M. Lauzon, sont de bons immigrants parce que plusieurs d'entre eux ont apporté, les uns $40,000, les autres $20,000 ou $10,000.

Les Doukhobors au contraire qui, à eux tous (2,500), n'avaient pas plus de $10,000 sont des immigrants détestables.

Pour être conséquent avec lui-même, M. Lauzon devrait prier le gouvernement d'attirer au Manitoba tous les caissiers mangeurs de grenouille, tous les hardis défonceurs de coffre-fort, tous les coquins enrichis aux dépens de leur prochain; l'argent, voyez-vous, ça n'a pas d'odeur.

En vérité, l'on reste stupéfait devant une telle absence de sens moral.

A quel degré d'inconscience faut-il être descendu pour en arriver à afficher tant de cynisme?

Est-il concevable que la fortune puisse à tel point enténébrer une cervelle humaine, et effacer si complètement le souvenir d'un passé si récent?

Car enfin, le député de Saint-Boniface devrait au moins se rappeler qu'il n'est point de ceux qui sont arrivé au Manitoba la poche pleine de "greenback," et si ses compatriotes d'alors avaient professé les mêmes théories que lui, ils auraient pu, à bon droit, le considérer comme un détestable immigrant.

Son exemple est le meilleur démenti qui puisse être infligé à ses théories, et le meilleur conseil à lui donner, c'est de se rappeler sa propre histoire.

Il est permis de penser que là où il a réussi mille autres peuvent réussir aussi bien, qui, à défaut d'autant de suffisance, ont peut-être d'autres raisons d'espérer.

Dans le cours de son bavardage en Chambre, le député de Saint-Boniface a laissé échapper bien d'autres balourdises; ce serait perdre notre temps que de vouloir les relever toutes.

Nous n'en citerons qu'une, car elle est capitale et bien démonstrative de sa présomption.

A propos d'éducation M. Lauzon a déclaré que, une jeune fille payée $125 par an était tout aussi bonne qu'un instituteur *importé*, payé $400.

Comment, M. Lauzon, un homme complètement illétré, qui sait tout juste signer son nom, peut-il prétendre juger en matière d'éducation?

De grâce, à défaut de modestie, ayez au moins peur du ridicule, cher Monsieur, et si ce n'est pas pour vous, que ce soit pour nous, tout au moins!

Ayez pitié de vos électeurs, ayez pitié de ceux aussi qui vous ont si vaillamment soutenu dans votre lutte électorale, et qui, aujourd'hui, doivent si péniblement souffrir de leur méprise.

Pour le bon renom de la race canadienne-française, de grâce, cher Monsieur Lauzon, refrenez votre ardeur oratoire.

Dans votre propre intérêt, ce que vous avez de mieux à faire, croyez-nous, c'est d'imiter le silence prudent de certains de vos collègues.

OU EST LE PROGRES?

On se plait parfois à vanter l'immense progrès intellectuel réalisé en notre siècle; l'on s'émerveille de la facilité offerte à l'esprit humain par l'électricité, l'on ose entrevoir l'avenir prochain, dans lequel la suppression des distances, la rapidité de propagation de la pensée, en rapprochant les hommes et leur permettant de se mieux connaître, assureront l'universelle fraternité, et l'on s'honore de vivre en un tel siècle.

Ce sont là, semble-t-il, d'étranges erreurs; car, à considérer les faits journaliers, l'on s'aperçoit bien vite que l'électricité, si elle supprime les distances, ne supprime point les passions de l'homme, et l'instrument du progrès est devenu un instrument du mal.

En même temps que la diffusion de la science, se trouve facilitée l'œuvre de la calomnie; tout ce qui vient de l'homme reste vicié de la même tache originelle et sert indistinctement au bien comme au mal.

Le progrès est sensible sous ces deux rapports.

Le télégraphe a été, en ces derniers temps, le véhicule le plus efficace de la calomnie.

Nous en avons eu la preuve en cette déplorable affaire Dreyfus, et tout l'effort réalisé par le genre humain n'a servi qu'à grandir l'agitation malsaine autour de ce qui, en d'autre temps, eut été restreint à l'enceinte de Paris, et qu'à permettre à des adversaires peu scrupuleux de s'en servir pour chercher à déshonorer la France aux yeux de l'univers!

Que voilà donc un progrès enviable!

La malignité humaine, allaitée par la jalousie et l'envie, profite la première, et presqu'exclusivement, des découvertes de ceux que l'humanité nomme ses bienfaiteurs.

Le télégraphe nous apporte chaque jour des preuves indéniables de la vitalité, de l'activité, de la richesse de la France, et la calomnie prévaut cependant d'une France en décadence, prête de son déclin.

Le télégraphe nous apprend que la France fournit à elle seule plus de la moitié des missionnaires catholiques, qu'elle verse à pleines mains l'or pour la Propagation de la Foi, pour le Denier de St Pierre, que des milliers et des milliers d'hommes assiègent les pèlerinages de Lourdes ou de Paray le Monial, que les évêques, en quête d'aumônes, sont toujours certains d'y rencontrer les âmes généreuses, remplisseuses d'escarcelles, que, en nul pays, les institutions religieuses ne sont plus assidument suivies, que les universités catholiques n'ont nulle part de clientèle plus nombreuse, et cependant l'on continue à pleurer sur la France athée, et à prier pour le salut de la Fille Aînée de l'Eglise.

La France athée et libre-penseuse d'une infime collection d'énergumes reste la personnification d'un peuple, chez qui se retrouve, au suprême degré, la charité, la foi simple et sincère, profonde parce qu'elle est raisonnée, et l'esprit de sacrifice qui fait les martyrs.

A quoi bon, alors, ces prétendus progrès s'ils ne servent qu'à provoquer l'erreur?

L'incandescence électrique est impuissante à percer les ténèbres, dont les idées toutes faites et ressassées obscurcissent le jugement humain.

Tous les progrès réalisés n'ont-ils donc servi qu'à creuser davantage le puits au fond duquel les anciens plaçaient la vérité?

La réalité est que, l'oreille humaine ne perçoit plus dans la multiplicité des échos qui bourdonnent autour d'elle, que ceux qui servent ses intérêts ou ses vices.

L'EDUCATION.

Il est une question sur laquelle on ne saurait jamais trop revenir, c'est celle de l'éducation, et le meilleur moyen d'arriver à un résultat fructueux, est de profiter de l'expérience des autres, chaque fois que l'occasion s'en présente.

Le rapport sur l'éducation dans la province d'Ontario, nous fournit aujourd'hui cette occasion; il convient donc de s'y arrêter.

La province d'Ontario dépense pour ses 6,009 écoles $2,717,261 de salaires.

La moyenne du salaire pour les instituteurs est de $391 et pour les institutrices de $294.

L'on voit donc que les instituteurs et institutrices de la province voisine sont dans des conditions bien supérieures à ceux du Manitoba, sous le rapport du salaire.

Ces moyennes devraient être le but auquel on devrait tendre dans notre province si l'on veut vraiment obtenir un corps d'instituteurs capables.

Mais une autre remarque s'impose, qui vient corroborer ce que nous disions dans un article récent au sujet de l'avenir réservé aux instituteurs et institutrices.

Ontario, en effet, possède 130 écoles supérieures auxquelles est affecté un personnel de 579 professeurs donnant l'enseignement à 24,390 élèves.

L'existence de ces écoles supérieures offre au corps enseignant un débouché sérieux, un sujet d'émulation, qui fait absolument défaut à celui de notre province.

Les positions de professeurs dans ces écoles supérieures sont des positions enviables, qui justifient l'effort des instituteurs, et récompensent en fin de compte le savoir et le zèle.

Ici, rien de semblable.

Le jeune homme ou la jeune fille qui se consacre à l'enseignement avec la louable intention d'en faire sa carrière, est destiné à végéter éternellement dans des écoles de villages dont les ressources restreintes ne peuvent lui assurer une récompense suffisante à ses années d'efforts et de travaux.

Il y a là, nous le répétons, une anomalie cruelle, source de découragements certains et qui sera l'obstacle à la constitution d'un corps enseignant, capable et permanent.

Malheureusement il est plus facile d'indiquer le mal que d'y remédier, et pour notre part nous ne voyons pas trop comment arriver à une solution équitable.

La situation est d'autant plus sérieuse que dans un avenir prochain, cette anomalie risque de compromettre l'existence même de notre langue.

En effet les sujets sérieux, désireux de faire de l'enseignement leur carrière, seront bien obligés de diriger leurs efforts sur l'étude de l'anglais.

Ils feront forcément la comparaison entre la position offerte aux instituteurs anglais et celle des instituteurs français, et le résultat, hélas! trop certain, sera de la jeter dans le camp anglais.

Tous les meilleurs sujets dirigeront leurs études et leurs efforts de ce côté, et il faudra nous résigner à ne garder que les non-valeurs incapables de cet effort.

Et l'on ne saurait leur en vouloir, en vérité; car c'est le droit absolu de chaque homme d'utiliser ses talents au profit de ses intérêts.

Nous seuls serons responsables, qui sommes incapables de leur fournir les juste rémunérations auxquelles ils ont droit de par leurs travaux.

Le seul remède appréciable pour le moment nous paraît être d'accroître progressivement dans la mesure du possible le salaire de nos instituteurs, pour les plus capables, s'entend; ce sera toujours une compensation qui justifiera l'émulation.

Peut-on l'espérer quand on entend professer des opinions du genre de celles qu'a déclaré le député de Saint-Boniface, en Chambre; et quand le représentant de notre municipalité française la plus importante professe de semblables erreurs, peut-on en vouloir aux commissaires d'école des centres moindres, s'ils suivent les mêmes errements?

Notre seule ressource, notre seul espoir sont dans le bon sens de notre population, et il convient de combattre sans cesse le bon combat pour arriver à faire pénétrer ces vérités: que l'instituteur seul fait l'élève, et que pour avoir de bons instituteurs il faut les payer convenablement.

Nous sommes loin encore de l'Autriche s'il en faut juger d'après un procès récent, au cours duquel le tribunal d'une ville autrichienne a déclaré que la qualification de "maître d'école" était injurieuse, et que le maître avait droit au titre d'"instituteur."

Travaillons donc à avoir des instituteurs et non point seulement des "maîtres d'écoles."

La chose dépend de nous, entièrement de nous.

L'Ivresse.

A quels signes peut-on, sans crainte de se tromper, affirmer qu'un homme est ivre?

Cette question vient d'être résolue après d'amusants débats devant le magistrat de la Southwark Police Court, à Londres.

Deux loyaux sujets de la reine avaient été arrêtés et traduits en justice pour ivresse et désordre sur la voie publique—et Dieu sait s'il faut qu'un Anglais soit saoûl pour être arrêté pour ivresse! Les deux prévenus protestaient néanmoins et déclaraient n'avoir bu que de l'eau. Finalement, une discussion scientifique s'engagea entre le Dr Jacquet, médecin-légiste, et le Dr Wall, l'un des inculpés.

—Oui, déclarait le Dr Jacquet, l'accusé était ivre, il marchait droit, mais tenait des propos incohérents.

—Pardon, proteste l'inculpé, qu'est-ce que l'ivresse?

—Je considère qu'un homme est pochard lorsqu'il a assez bu pour que son jugement en soit altéré.

Excellente définition, opina le juge.

Et immédiatement, il se fit préparer un grog—comme à la cour de cassation—pour empêcher son jugement de s'altérer.

Considerations

SUR LA POLITIQUE.

[Etude lue par M. H. d'Hellencourt, devant l'Association Libérale Française de Winnipeg].

Suite.

Cela est si vrai que le mot Politique vient du mot grec *polis* qui veut dire ville, et ce sont des législateurs, les Lycirgues, les Solons, que nous trouvons au début comme chefs de ces villes.

Depuis, les circonstances ont pu changer, les intérêts se modifier à l'infini; le problème a pu se compliquer, la solution est restée la même: l'harmonie et la prospérité de la communauté.

Dans le cours des siècles les villes en se réunissant en provinces, les provinces en états, ont agrandi le champ de la Politique, mais le but réel est resté immuable.

Aussi nulle formule ne peut-elle plus justement définir le rôle de la Politique que la formule célèbre:

Pour le Peuple et par le Peuple.

Tout est là, Messieurs, et quiconque oublie un seul instant cette vérité est assuré de faire fausse route, de dénaturer la Politique.

Comme je vous l'ai dit, la chose était facile au début; les individus de la tribu, plus tard les citoyens de la ville, se réunissaient sur le Forum; chacun exprimait son opinion, énonçait ses vues, et en fin de compte le peuple lui-même décidait de ce qu'il croyait bon et utile de faire, puis désignait ceux qu'il chargeait de l'exécution.

Mais peu à peu, l'augmentation de la population vint rendre difficiles ces sortes de consultations de la volonté populaire; puis les intérêts se compliquèrent, créant des difficultés nouvelles; enfin, les diversités de condition, de richesses, d'éducation firent naître l'envie, la jalousie; les chicanes surgirent, les dissensions firent leur œuvre et dans l'impossibilité de s'entendre, les hommes furent satisfaits de se débarrasser de ce fardeau entre les mains de citoyens que désignaient leurs vertus ou plus simplement leur énergie.

Dans le Forum, la foule toujours empressée, au lieu de commander, subit la volonté des Periclès, des Alcibiades pour finalement devenir le troupeau humain que menèrent paître les Césars, rois et empereurs.

Il faudrait des volumes pour étudier comment les hommes arrivèrent ainsi à abdiquer leur volonté, et comment celle de chefs tout puissants se substituèrent à la leur; signalons toutefois en passant l'influence néfaste qu'exercèrent à cet égard les rivalités de peuples, dégénérant en guerres, qui du pavois portèrent les chefs vainqueurs jusque sur les trônes.

Les choses durèrent ainsi pendant des siècles avec des fortunes diverses, des tentatives d'indépendance facilement réprimées, parce qu'elles ne reposaient pas encore sur les aspirations de la masse, mais seulement de certaines classes, (paysans de la jacquerie, marchands des villes libres, hauts barons anglais), jusqu'au jour où l'éducation se développant, pénétrant dans les masses, vint élargir l'horizon de l'intelligence humaine, réveiller le sentiment de la responsabilité et de l'individualité qui distinguent l'homme de l'animal et finalement éclairer le peuple sur ses droits.

La révolution de 1789, provoquée par les fautes et les excès de ceux à qui le peuple avait confié ses destinées, fut le signal de ce renouveau; le peuple reprenait l'autorité qui lui revenait de droit et retournait à la forme rationnelle de gouvernement.

Mais alors se posait un nouveau problème, la densité de la population, l'étendue des territoires, rendaient impossible de prime abord l'ancien mode de consultation du Forum; alors, naquit la forme de gouvernement parlementaire dans laquelle un certain nombre de délégués, choisis par le peuple et le représentant, furent chargés de veiller aux intérêts du peuple, de gérer la politique de la nation.

Telle est aujourd'hui, Messieurs, la situation de presque toutes les nations du globe sous une forme plus ou moins perfectionnée, et remarquez bien, je vous prie, que le juste désir du peuple de se gouverner par lui-même s'accommode parfaitement de la royauté même; nous en avons une preuve dans le fonctionnement si parfait, si vraiment populaire des institutions anglaises qui nous régissent.

Cet aperçu historique, ce coup d'œil rapide jeté sur le passé était nécessaire, pour nous permettre d'affirmer la nécessité absolue de la Politique et sa juste influence.

Comme vous avez pu vous en convaincre, au milieu de toutes ces transformations, ce qu'on est convenu d'appeler la Politique, au sens exact du mot, n'a point changé; seuls, ceux qui avaient mission, soit par droit de contrat consenti par le peuple, comme les rois, ou par droit d'élection, comme les empereurs ou les députés, ont trahi, parfois, le mandat qui leur était confié et oubliant leur rôle, ont méconnu les droits du peuple pour servir leurs propres intérêts.

Mais de même que la Religion est nécessaire à l'âme et par suite existera éternellement, de même la Politique doit forcément exister et existera tant que les hommes auront pour enveloppe à leur âme un corps qui leur crée des besoins, tant que, suivant la parole divine, il leur faudra gagner leur "pain à la sueur de leur front," et j'ajouterais, tant que le rôle de l'homme, sur cette terre, sera de créer une famille et d'en assurer l'existence.

Car, si l'on peut concevoir, si l'on peut admettre que l'homme, en tant qu'individu isolé, a le droit de négliger tous ses intérêts matériels, de dédaigner la vie terrestre pour ne songer qu'au salut de son âme, si par suite, en tant qu'individu isolé, il a le droit de se réfugier dans les déserts de la pénitence et le détachement du monde, on ne saurait oublier, d'autre part, que l'homme lui-même n'est qu'une unité d'un tout nécessaire, qu'il n'a point été créé, doué de forces et de qualités, armé de l'intelligence et du raisonnement, uniquement dans son seul intérêt, mais bien pour remplir des devoirs sur la terre, pour y créer une famille, pour coopérer, en un mot, à l'œuvre de l'humanité et par suite nous devons conclure que d'une manière générale, quiconque se détache de ses devoirs envers l'humanité, quiconque oublie son rôle, celui-là méconnaît le but pour lequel le Créateur l'a placé ici-bas et lui a fait l'aumône de la vie.

C'est donc un devoir absolu, un devoir sacré, pour tout homme, de concourir au bien-être de la société, à son progrès, à son développement matériel et intellectuel, c'est-à-dire de s'intéresser à la Politique, nom sous lequel les hommes désignent tout ce qui a trait à ce bien-être matériel, à ce progrès, à ce développement physique et intellectuel.

Nous avons vu, Messieurs, la raison d'être de la politique, et aussi son histoire, nous en avons déduit le but auquel elle doit tendre, qui est celui que je viens d'énoncer, nous en avons donc fini en quelque sorte avec le rôle théorique de la question, entrons hardiment dans la pratique, et voyons quels sont ses moyens d'action, et quelles doivent être ses règles.

Ses moyens d'action; ils sont exclusivement humains et c'est bien là malheureusement que gît l'immense difficulté, c'est de là que surgirent toutes les erreurs qui déshonorèrent la politique au cours des siècles passés, et trop souvent la discréditent encore de nos jours.

Ce sont là maux inhérents à notre faiblesse humaine, et il serait profondément injuste, permettez-moi de vous le dire, de prétendre en faire retomber l'entière responsabilité sur ceux-là seuls qui ont assumé le poids d'une si lourde tâche.

Croyez-vous que ce soit un jeu, de considérer, apprécier exactement et concilier les mille intérêts individuels qui, chaque jour à chaque heure, s'efforcent de prévaloir sur l'intérêt général? Quel homme peut, ici-bas, se targuer de voir toujours juste, d'être à l'abri des méprises? Quel homme oserait se vanter d'avoir abdiqué entièrement toute idée personnelle, toute inclination particulière capable d'entacher d'erreur son jugement?

Quel problème, Messieurs, et quelle responsabilité pour les hommes politiques, pour les hommes qui ont la charge de nos intérêts!

Ils ont assurément pour se guider, des principes généraux, des règles indiscutables posées par Dieu lui-même, comme l'amour du prochain, le respect du bien d'autrui; mais au milieu de quel dédale ne leur faut-il pas se promener chaque jour avant de trouver la voie droite.

Ce ne sont pas seulement les intérêts multiples qu'il faut concilier, ce sont aussi les circonstances journalières, les ambitions à réfrener, les passions à arrêter; et cela au milieu d'un changement incessant des conditions d'être, changements provoqués par le développement de la nation elle-même et des nations environnantes.

Et pour couronner le tout, la mauvaise foi, le dénigrement, les clameurs du fanatisme, de la partisannerie ou, pis encore, de l'ignorance.

Pour les aider dans leur tâche ingrate, ils n'ont, comme auxiliaires, que des hommes soumis comme eux à toutes les infirmités humaines, et qui plus est, exposés par leurs fonctions mêmes à toutes les tentations.

Comme moyens d'action, ils n'ont que la bonne volonté et l'accord d'autres hommes que leur intérêt ou leur ambition prédispose la plupart du temps, à méconnaître la vérité; et ceux-là même pour lesquels ils travaillent, le peuple, dont ils s'efforcent d'assurer la prospérité, les jugent injustement, ou ce qui est pire, ne savent pas les comprendre par suite de leur ignorance même.

Il ne faut point se le dissimuler, Messieurs, les peuples en effet sont en grande partie responsables des excès ou des erreurs de ceux qu'ils ont placés à leur tête, car si chaque citoyen s'était trouvé lui-même assez instruit, honnête, et soucieux de ses intérêts aussi bien que de ceux de ses voisins, ces tyrans, ces mauvais rois, ces députés ambitieux n'auraient pu commettre ces excès monstrueux, ils n'auraient pu perpétuer les erreurs que nous déplorons, ils n'auraient pu résister un seul jour à l'unanimité de l'opinion populaire.

Quand la voix tonnante du peuple se fait entendre, quand les citoyens convaincus, à tort ou à raison, du bon droit de leurs réclamations sont unanimes dans leur protestation: les trônes tremblent, vacillent et s'effondrent, les législatures disparaissent et s'écroulent.

C'est qu'en effet, Messieurs, le seul moyen d'action en politique c'est la volonté populaire, l'accord du peuple, et lorsque, par ignorance ou par passion le peuple se désintéresse de ses droits ou, pis encore, les comprend mal, c'est

Suite, page 4.

lui le premier coupable des fautes que commettent ses représentants; c'est sur lui que retombe toute entière la responsabilité.

En un mot, pour me servir d'une formule célèbre: Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent.

Vous faut-il des exemples pour vous convaincre de cette vérité; l'histoire ancienne, l'histoire moderne nous les fournissent à foison.

Voyez ces peuplades nègres, aussi ignorantes de la morale divine que dépourvues d'éducation; livrées à toutes les passions, sans frein d'aucune sorte, ne connaissant d'autre obstacle que la force brutale, vous les voyez tremblantes, terrorisées, mais soumises, devant quelque despote au nez orné d'annelette ou de gris-gris, et dont le despotisme est nécessaire puisqu'il est la seule garantie d'ordre, la seule force reconnue.

N'ont-ils point, ceux-là, le gouvernement qu'ils méritent?

Prenez l'histoire romaine de la décadence, considérez ces mœurs efféminées, ce souci exclusif des jouissances matérielles, cet oubli des croyances religieuses, et dites-moi si un peuple qui abdiquait ainsi ses devoirs de citoyen, pouvait raisonnablement attendre d'avoir pour empereurs autre chose que des tyrans, égoïstes et jouisseurs.

Les Nérons et les Héliogabales sont les fleurs vénéneuses poussées naturellement sur le fumier de l'empire romain libertin et jouisseur.

Ceux-là encore n'ont-ils pas eu le gouvernement qu'ils méritaient?

Qui oserait s'étonner de la royauté absolue des monarques français alors que la Gaule, livrée aux ambitions de barons batailleurs et égoïstes, n'avait plus de salut que dans la toute-puissance d'une main gantelée de fer pour réduire et vaincre ces mille tyrans qui égorgeaient notre mère-patrie?

Tournez les feuillets de l'histoire et à chaque page vous trouverez des exemples aussi convaincants de cette vérité.

Vous le voyez donc, Messieurs, les rouages de la politique, les pierres qui constituent cet édifice, ce sont les individus, ce sont les citoyens.

Quelqu'industrieux que soit l'architecte, quelqu'habiles que soient les maçons, ils ne peuvent changer les matériaux que leur fournit la nature, et leur édifice n'a de valeur, de solidité que par la valeur même et la solidité des citoyens.

Et pour en finir avec cette question qui est capitale, vous me permettrez une double hypothèse, qui vous convaincra définitivement de cette incontestable vérité.

Supposez un instant une cité idéale, composée uniquement des hommes qui furent l'honneur de l'humanité, et sont aujourd'hui la gloire du ciel, les saints apôtres, les docteurs de l'Eglise; mettez pour gérer cette communauté l'homme le plus ordinaire, le moins éminent que vous voudrez, et dites-moi s'il sera possible à cet homme, chargé du gouvernement, de commettre des injustices ou des erreurs? Le croyez-vous?

Non, n'est-ce pas, parce que ses administrés ne le lui permettraient pas et le forceraient bien vite à rentrer dans la voie droite.

Supposez, d'autre part, une peuplade cannibale de nègres africains, et mettez à sa tête l'homme le plus sage, le mieux qualifié que vous puissiez imaginer, je ne parle pas ici d'un saint qui aurait pour lui le secours de Dieu, mais un simple homme, le plus sage d'entre les hommes; croyez-vous que cet homme aurait beaucoup de chance d'établir en ce pays une Chambre et un Sénat, et de leur faire voter une onstitution exemplaire?

Le résultat le plus probable de sa tentative serait de finir autour d'une broche en guise de roast beaf.

Ce sont là, Messieurs, des exemples un peu vulgaires peut-être, mais qui, cependant, sont de nature à vous faire comprendre toute la vérité de cet axiome.

"Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent," et quant aux révolutions, elles ne sont autre chose que les convulsions d'une époque de transition, provoquées par la mauvaise adaptation d'un gouvernement au peuple qu'il dirige.

De tout cela, que faut-il conclure?

C'est que le progrès en politique ne peut exister que par le progrès du peuple lui-même; c'est que la forme idéale de gouvernement ne pourra être atteinte que par l'éducation parfaite, idéale du peuple.

C'est que, au lieu de s'indigner des erreurs de la politique qui la gouverne, une nation doit tout d'abord faire son *mea culpa* et commencer elle-même par se réformer.

Car, Messieurs, et c'est là surtout que voulais en venir, le peuple a des devoirs que trop souvent il oublie.

Pour vous parler franchement, nous avons encore beaucoup à faire à cet égard, car si aujourd'hui le peuple est mieux instruit de ses droits, il ne l'est pas suffisamment de ses devoirs.

Non, Messieurs, il n'est pas suffisamment instruit de ses devoirs, car il n'est pas encore convaincu de la nécessité de s'intéresser à ce qui constitue ses intérêts.

Il n'est pas imbu de cette vérité, que l'intérêt véritable de son voisin est aussi le sien, que l'indifférence avec laquelle il envisage l'injustice commise à l'égard de son voisin, tant qu'il est épargné lui-même, est une indifférence coupable dont il aura un jour ou l'autre à souffrir fatalement.

Il ne connaît pas ses devoirs, car il se décharge sur son député de la gestion de ses intérêts, car il néglige de le surveiller, de le contrôler; le peuple ressemble à un banquier qui laisse la clef de sa caisse à son commis, pour aller se promener ou se divertir au loin: le jour où le commis a levé le pied, le banquier crie au voleur, et lui-même est le premier coupable.

J'en ai assez dit, je crois, Messieurs, pour vous convaincre de la nécessité, je dirais du devoir qu'a tout citoyen intelligent de faire de la politique, non point dans le sens où beaucoup l'entendent, mais au sens véritable du mot, c'est-à-dire, s'occuper de ses intérêts sociaux.

Tant qu'il n'en sera point ainsi, la politique restreinte à un certain nombre d'individus ne sera qu'une sorte de profession, un métier comme un autre, et non point la noble et grande chose qu'elle doit être.

L'ambition et l'intérêt personnel prévaudront seuls, le désir d'arriver, le souci d'engraisser le troupeau électoral fidèle, domineront l'intérêt de la nation.

On continuera à voter sur des personnes et non sur des principes.

Mais pour arriver à changer ces déplorables erreurs, pour permettre au peuple de remplir ses devoirs en connaissance de cause, il est de toute nécessité tout d'abord que le peuple soit instruit.

Non pas une instruction superficielle, mais une instruction réelle celle: qui consiste dans le développement du bon sens, dans la prédominance du raisonnement qui est en somme la partie la plus noble de l'intelligence.

Tant que chaque individu n'aura point acquis ce degré de développement, tous les efforts pour établir une politique basée sur le bon sens, la vérité, une politique en vue de l'intérêt unique du peuple, tous ces efforts, dis-je, resteront infructueux.

Il faudra nous résigner à être la dupe d'ambitieux hostiles à jouer des passions des autres, d'ambitieux qui, pour mieux régner, n'auront d'autre désir que de diviser les hommes, au mépris de la parole du Christ: aimez-vous les uns les autres.

Nous verrons des gens qui, pour mieux cacher leurs coupables intentions, s'efforceront de dénigrer et discréditer les plus louables intentions de leurs adversaires, voir même de leurs amis.

En un mot les coteries, les ambitions mesquines continueront à déshonorer la politique jusqu'au jour où le peuple, s'emparant du fouet dont Jésus chassât les marchands du Temple, cinglera à son tour et chassera tous ces pharisiens hypocrites pour qui les principes sont simplement des masques derrière lesquels se dissimulent toutes leurs convoitises basses et honteuses.

C'est à vous, Messieurs, à vous qui comprenez la grandeur et la nécessité de la Politique véritable, c'est à vous de travailler de toutes vos forces à armer le peuple de cette arme vengeresse et libératrice.

Dévouez-vous aux principes, ne vous en écartez jamais; les hommes passent, les principes restent et la Politique n'est pas faite pour le triomphe de telle ou telle personne mais uniquement pour le triomphe des principes.

Rappelez-vous sans cesse ces vérités et faites comprendre à tous que:

Si la Politique existe pour le peuple, elle ne peut exister réellement que par le peuple.

LES INVENTIONS NOUVELLES

Sont, parfois, très heureuses et d'un grand prix pour l'humanité; cependant, il n'en est pas une seule qui puisse lutter avec le BAUME RHUMAL au point de vue de l'unité.

37

Revue Commerciale

MARCHÉ LOCAL.

Blé.—Affaires rares, les expéditions rares. On paie à Winnipeg de 58 c. à 63 c. et 5 c. à 8 c. en moins pour blé mouillé.
Farine.—Légère baisse. Patente, $1.85; Strong Baker, $1.65; XXXX, 95 c.
Issues de Meuneries.—Son, $10; gru, $12 la tonne.
Moulées.—D'avoine, $15 à $16; d'orge et avoine, $13 à $14; blé mêlé, $7 à $10.
Avoine.—Dans la Province le prix est de 29 c., et de 30 c. à 35 c. à Winnipeg pour bonne qualité.

Les prix tendent à monter, mais vu la différence de qualité dans l'avoine offerte les différences de prix sont grandes. La bonne avoine de semeuse vaudra de 37 c. à 40 c.
Orge.—26 c. à 28 c. pour qualité ordinaire, et 27 c. à 30 c. pour orge de brasseur. Hausse, en raison de celle sur l'avoine.
Graine de Lin.—Rare; prix nominal de 70 c à 80 c.
Maïs.—De 41 c. à 43 c. par minot de 56 livres.
Beurre.—De crêmerie, nominal de 22 c. à 23 c.; de laiterie, par livre, 15 c. à 17 c. Les seaux de bonne qualité atteignent le même prix. Demande faible.
Fromage.—Nominal, 9½ c. à 10 c.
Œufs.—Œufs conservés, 14 c. à 16 c.; œufs de printemps au détail, 20 c. la douzaine.
Volaille.—Rare. Les acheteurs offrent de 10 c. à 12 c. la lb. pour bonne qualité. Dindes, 10 c. à 12 c.; oies, 9 c. à 10 c.; canards, 10 cents.
Gibier.—Lièvres, 8½ c. chaque; pigeons, 20 c. la paire.
Légumes.—Pommes de terre, 40 c. à 45 c.; navets, 1½ c. la lb.; céleri, 40 c. à 50 c. la douzaine; choux, 1½ c. la lb.; oignons, 2 c. à 3 c. la lb.
Seneca Root.—Nominal, 21 c.
Laine.—Nominal, 8 c. à 8½ c. la livre.
Peaux.—Hausse. Peaux gelées, 7 c. la lb. avec cinq lbs. en moins pour la glace. Peaux de taureaux et bœufs, 1 c. de moins par livre; peaux de mouton, de 40 c. à 65 c.; de cheval, 60 c. à $1 pièce.
Foin.—Pressé, de $7 à $7.50; en charges, de $6 à $7.50.
Viandes de Boucherie.—Les porcs continuent à venir d'Ontario et se vendent $5.50 à $5.60 par 100 livres.

Bœuf gelé, première qualité, 5½ c.; frais tué, 6 c. à 6½ c. Mouton, 8 c. Veau, de 6 c. à 7 c. Porcs du pays, 5¾ c.
Bétail.—On s'attend à ce qu'il y ait disette d'animaux gras ce printemps et par suite peu d'exportation. Quelques lots arrivés cette semaine de l'Ouest sont inférieurs comme qualité.

Pas de moutons offerts, les carcasses de mouton gelé étant abondantes.

Les porcs vivants se vendent 4¼ cts. pour première qualité. Les vaches laitières valent de $25 à $40.

De nombreux chars de chevaux venant d'Ontario et des Etats-Unis sont attendus, et cette semaine plusieurs chars venant du Montana ont téé vendus à l'encan.

BOIS.

Prix par lots sur char à Winnipeg.
Tamarac.—$4.00 à $4.25 par corde.
Pin.—Coupé vert, sec, $3.25 à $3.40 par corde.
Pin.—Bois mort, $3.00 à $3.25 par corde.
Epinette.—Blanche, $2.75 @ $3.00 par corde.
Tremble.—Coupé vert, sec, $2.40 @ $2.50 par corde.
Tremble.—Bois mort, $2.00 @ $2.25 par corde.
Chêne.—Coupé vert, sec, $4.00 @ $4.25 par corde.
Chêne.—Bois mort, $3.75 @ $4.00 par corde.

PLANCHE.

En cour à Winnipeg.
No. 1 ordinaire, $18.50 le mille. 2x4 @ 2x12, 12, 14 & 16 pieds.
No. 2 ordinaire, $16.50 le mille. 2x4 @ 2x12, 12, 14 & 16 pieds.

A la Cour d'Allemagne.

Il paraît que l'empereur Guillaume s'occupe presque autant des toilettes de sa femme que de ses nombreux uniformes à lui—et ce n'est pas peu dire.

Dans la toilette de l'impératrice, il n'est rien de trop beau ni de trop riche. Quand il y a un grand diner ou un bal à la cour, l'empereur tient à dire son mot sur le corsage, la robe, les souliers et la coiffure de son épouse, et gare au couturier si l'œil du maître découvre la moindre incorrection!

Toutes les toilettes de gala sont faites à Vienne; les toilettes ordinaires sont confiées, à Berlin, au couturier de la cour, dont tous les modèles, est-il besoin de le dire? viennent de Paris.

La richesse des robes, commandées à Vienne par le kaiser pour sa femme, dépasse tout ce que l'on peut imaginer. On affirme, en effet, que la dernière toilette en soie brochée, garnie de dentelles, n'a pas coûté moins de 120,000 francs.

La Marine Francaise.

Le rapport sur le budget de la marine a été distribué à la chambre des députés.

Le fait saillant, qui caractérise le budget naval de 1899, c'est qu'il ne sera mis en chantier aucun nouveau cuirassé d'escadre.

Le rapport dit sur les sous-marins:

"En même temps que la continuation des travaux du 'Narval,' on prévoit pour 1899 la mise en chantier de six navires de même type qui seraient plus exactement appelés torpilleurs submersibles. Les sous-marins proprement dits, du genre 'Gustave-Zédé,' ont en effet l'inconvénient de ne pouvoir franchir qu'une faible distance à l'aide de leurs accumulateurs. Leur rayon d'action ne dépasse guère 40 milles. Il en sera tout autrement du 'Narval' et de ses similaires qui ne se transformeront en sous-marins que quand ils s'approcheront de l'ennemi et pourront ainsi ajouter à leur rayon d'action sous-marine la distance librement parcourue par eux à la surface de l'eau."

Pour Rire.

Balandard a un domestique peu au courant des finesses de la langue.

—Pourquoi, lui dit-il hier, criez-vous toujours, pour annoncer le diner: "Monsieur est asservi!" Trouvez-moi une autre formule, hein! mon garçon.

Aussi, hier soir, le domestique annonce-t-il bruyamment, en ouvrant la porte du salon:

—Ceusses qui veulent bouffer, en voiture!

PARLEMENT PROVINCIAL.

Suite.

M. LAUZON.

Vendredi, après un court discours de M. Sirett, le député de Saint-Boniface est monté à la tribune.

On n'est pas bien fixé sur la langue dans laquelle il s'est exprimé, les Anglais pensent que c'est en français, et les Français croient que c'est en anglais ; en somme, ni les uns ni les autres n'ont guère compris son affreux charabias.

Il ne s'en est guère aperçu, le pauvre ! et il est descendu de la tribune persuadé d'avoir conquis les palmes de l'éloquence. Heureuse inconscience !

Comment se reconnaître dans le tissu d'extravagances qu'il a débitées avec son aplomb ordinaire, devant une assemblée doucement hilare !

M. Lauzon rejette toute *acquaintance* avec H. John Macdonald ; il est maître et souverain en son comté et n'a besoin de l'aide de personne pour y faire ses affaires.

Et tant qu'il sera là, on n'arrivera pas à faire croire au bon bon peuple de son comté, les histoires dont on a berné le peuple de Québec. (Saluez, MM. de Québec).

Il se plaint ensuite amèrement que le gouvernement fasse de la politique dans la distribution des subventions, car le gouvernement a déclaré à plusieurs pétitionnaires qu'ils n'auraient rien s'ils venaient avec M. Lauzon ! (Le ministre est bien excusable !)

Là-dessus, l'hon. M. Watson, lui repond simplement que les deux dernières subventions accordées, l'ont été à MM. Roblin et Lauzon, qui ne passent point pour des libéraux bien ardents !

L'on trouvera ailleurs les autres parties notoires de ce discours.

Pour finir, M. Lauzon adjure la Chambre de remettre en vigueur l'usage de la langue française dans les débats et les impressions du gouvernement, parce que, dit-il, le Premier Ministre du Dominion est Canadien-Français.

Si, après un argument aussi convaincant, la Chambre n'a pas voté, à l'unanimité, cette réforme, c'est probablement par peur d'entendre M. Lauzon discourir en français !

Et franchement on ne saurait la blâmer.

Nouvelles Locales.

M. Achille Baudry, frère de M. D. Baudry de St-Eustache, vient d'être élu maire de la municipalité de la Pointe-aux-Trembles, P. Q., pour la 12ième fois. Voilà qui fait honneur tout à la fois aux mérites de M. Baudry et à la sagesse de ses électeurs.

Le bruit a couru que la gallerie des Photo-Timbres allait quitter Winnipeg ; cette rumeur est fausse et ne repose sur aucun fondement, car la gallerie s'est établie à Winnipeg d'une manière définitive.

Le conseil exécutif de l'association libérale provinciale se réunira, désormais, les 1er et 3ième mardis de chaque mois.

M. McRan, le tailleur bien connu, a transporté son magasin au coin de l'avenue du Portage et de la rue Forth.

On demande des agents et dépositaires pour la vente de spécialité médicale Polynice Oil, admise et en usage dans les hôpitaux. Ecrire à S. Magnant, agent général pour le Canada, Saint-Gérôme, P. Q.

Obituaire.

Un douloureux événement a jeté la consternation dans une des familles les plus estimées de la province. Le cadavre de M. H. Guilbault, marchand à Fannystelle, vient d'être découvert dans la prairie, à 16 milles au Sud de Fannystelle.

Dans la soirée de samedi, M. Guilbault est parti de Starbuck pour rentrer chez lui, à Fannystelle ; on se souvient de cette tempête terrible qui faisait rage, cette soirée-là. Il s'est trompé de chemin, a suivi un chemin de foin et lorsqu'il s'est aperçu de sa méprise, il a voulu, sans doute, regagner son domicile à pied ne pouvant faire marcher ses chevaux dans la neige et contre le vent.

On n'a retrouvé son cadavre que cinq jours après malgré les recherches incessantes de presque toute la population de Fannystelle et de Starbuck.

Les obsèques ont eu lieu à Fannystelle, au milieu d'une affluence considérable, car le défunt était universellement aimé et estimé.

Nous prions la famille d'accepter nos sincères compliments de condoléance.



A. F. MARTIN, D.L.S.C.E., Propriétaire-Editeur, Winnipeg.